

**MESSAGE N° 50**

14 janvier 2003

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil  
accompagnant le projet de décret relatif  
aux crédits supplémentaires compensés  
du budget de l'Etat de Fribourg  
pour l'année 2002**

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi sur les finances de l'Etat, nous vous soumettons le rapport concernant les crédits de paiement supplémentaires acceptés par le Conseil d'Etat, dans le cadre de l'exécution du budget cantonal de l'exercice 2002, et couverts par des réductions de crédits d'importance égale.

La rigueur dans l'exécution du budget est un principe très largement respecté par les services et établissements. Cette règle souffre cependant quelques exceptions lorsque – en particulier – des circonstances nouvelles, particulières et imprévisibles viennent remettre en cause les prévisions. De telles situations peuvent entraîner des dépassements qui obligent alors les services et établissements à requérir un supplément de crédit.

Les différentes demandes en la matière ont toutes fait l'objet d'une justification par les secteurs et Directions concernés. Les requêtes ont été examinées par la Direction des finances avant d'être soumises au Conseil d'Etat. Le dossier complet des arrêtés du Conseil d'Etat relatifs aux augmentations de crédits budgétaires a été transmis à la Commission des finances et de gestion.

Le nombre très restreint d'arrêtés pris durant les trois premiers trimestres de l'exercice a conduit le Conseil d'Etat à décider de ne présenter qu'un seul décret relatif aux crédits supplémentaires pour l'année 2002.

Au total, pour l'exercice 2002, 27 crédits de paiement supplémentaires ont été ouverts. Ils concernent les services et rubriques comptables suivants:

Rubriques comp-	Pouvoirs - Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires supplémentaires Fr.
<b>POUVOIR JUDICIAIRE</b>			
<b>2115</b>	<b>Chambre pénale des mineurs</b>		2'500
311.200	Achats de machines	-	2'500
<b>INSTRUCTION PUBLIQUE ET AFFAIRES CULTURELLES</b>			
<b>3200</b>	<b>Direction-Secrétariat</b>		540'700
318.000	Prestations de service par des tiers	59'000	200'000
<b>3240</b>	<b>Collège Ste-Croix</b>		
318.008	Frais d'examens	53'000	8'280
<b>3245</b>	<b>Collège St-Michel</b>		
318.008	Frais d'examens	73'000	7'990
<b>3249</b>	<b>Collège du Sud</b>		
318.008	Frais d'examens	57'800	10'430
<b>3280</b>	<b>Archéologie</b>		
309.006	Prestations diverses	-	314'000
<b>JUSTICE, POLICE ET AFFAIRES MILITAIRES</b>			
3335	Police des étrangers et des passeports		802'200
314.101	Aménagement d'immeubles loués	-	344'000
<b>3345.1</b>	<b>Police: Commandement et services généraux</b>		
310.102	Publications et publicité	-	50'000
<b>3355</b>	<b>Service pénitentiaire</b>		
390.003	Exécution des condamnations dans les établissements du canton	1'955'600	250'000
<b>3360</b>	<b>Prison centrale</b>		
311.301	Achats de matériel et d'appareils	6'400	6'200
<b>3365</b>	<b>Etablissements de Bellechasse</b>		
311.301	Achats de matériel et d'appareils	145'000	6'000
313.001	Matériel de nettoyage	39'000	3'000
313.030	Frais des cultures	307'000	5'000
313.032	Frais du bétail	293'000	5'000
314.200	Améliorations foncières	185'000	120'000
318.040	Prestations médicales par des tiers	219'000	10'000
319.000	Dépenses administratives diverses	11'000	3'000

<b>INTERIEUR ET AGRICULTURE</b>				1'460'000
<b>3445</b>	<b>Forêts</b>			
362.029	Subventions cantonales pour les mesures sylvicoles et de protection dans les forêts communales	2'040'000		1'000'000
365.033	Subventions cantonales pour les mesures sylvicoles et de protection dans les forêts de tiers	1'000'000		460'000
<b>ECONOMIE, TRANSPORTS ET ENERGIE</b>				660'000
<b>3505</b>	<b>Promotion économique</b>			
310.102	Publications et publicité	220'000		140'000
<b>3535</b>	<b>Logement</b>			
365.066	Subventions cantonales pour une aide complémentaire à l'encouragement à la construction de logements à caractère social	5'300'000		300'000
<b>3540</b>	<b>Formation professionnelle</b>			
366.006	Subventions cantonales pour le perfectionnement professionnel	481'800		150'000
<b>3545</b>	<b>Ecoles professionnelles</b>			
311.405	Achats de matériel et de logiciels informatiques	226'500		70'000
<b>SANTE PUBLIQUE ET AFFAIRES SOCIALES</b>				9'819'030
<b>3600</b>	<b>Direction-Secrétariat</b>			
351.003	Contributions pour les élèves suivant les cours hors du canton	230'000		170'000
<b>3605</b>	<b>Santé publique</b>			
318.085	Frais de sécurité liés à l'Exposition nationale 2002	100'000		208'000
351.003	Contributions pour les élèves suivant les cours hors du canton	1'980'780		229'000
362.005	Subventions cantonales pour l'exploitation des hôpitaux de district	18'400'000		6'580'000
<b>3645</b>	<b>Affaires sociales</b>			
318.000	Prestations de service par des tiers	155'000		22'530
<b>3655</b>	<b>Assurances sociales</b>			
366.015	Prestations complémentaires AVS	64'150'000		1'365'000
366.016	Prestations complémentaires AI	29'450'000		1'072'500
<b>3665</b>	<b>Office des mineurs</b>			
318.000	Prestations de service par des tiers	25'000		50'000
364.031	Subventions cantonales pour la formation des assistants sociaux	1'200'000		78'000
366.021	Surveillance des placements	137'580		44'000
<b>FINANCES</b>				1'855'000
<b>3725</b>	<b>Centre informatique</b>			
316.400	Redevances d'utilisation des équipements informatiques	2'387'150		150'000
318.000	Prestations de service par des tiers	624'800		280'000
<b>3730</b>	<b>Office du personnel</b>			
300.200	Commissions	5'000		10'000
310.100	Fournitures de bureau	37'000		15'000
<b>3740</b>	<b>Contributions</b>			
318.049	Travaux informatiques effectués par des tiers	1'180'000		1'400'000
<b>TRAVAUX PUBLICS</b>				25'000
<b>3805</b>	<b>Constructions et aménagement du territoire</b>			
310.102	Publications et publicité	135'000		25'000
<b>TOTAL</b>				<b>15'164'430</b>

Les 27 arrêtés de crédits supplémentaires de l'exercice 2002 se répartissent de la manière suivante entre les différents pouvoirs et directions:

	Nombre d'arrêtés	Montant Fr.
Pouvoir judiciaire	1	2'500
Instruction publique et affaires culturelles	3	540'700
Justice, police et affaires militaires	5	802'200
Intérieur et agriculture	1	1'460'000
Economie, transports et énergie	4	660'000
Santé publique et affaires sociales	9	9'819'030
Finances	3	1'855'000
Travaux publics	1	25'000
	<b>27</b>	<b>15'164'430</b>

Concernant ces arrêtés, il convient d'apporter encore les précisions suivantes:

– s'il est vrai que l'importance des crédits supplémentaires double en 2002 en regard de l'exercice précédent, on ne saurait pour autant en conclure à un relâchement de la discipline budgétaire. En effet, comparativement à ce qui s'est produit durant les exercices 1990–2001, le volume de 15,2 millions de francs des crédits supplémentaires 2002 est très proche de la moyenne (14,3 millions de francs par an sur la période) et, rapporté au total des dépenses effectives budgétisées, il serait même en retrait en comparaison de cette moyenne 1990–2001 (0,69 % en 2002 contre 0,84 % sur la période considérée). Le tableau qui suit illustre le propos:

Année	Nombre d'arrêtés	Montant total des crédits supplémentaires en mio	Montant total des crédits supplémentaires en % du total des dépenses effectives budgétisées
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94
1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38
1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35
2002	27	15,164	0,69

– cette année encore, on relève une forte concentration des dépassements de crédits sur un nombre restreint de cas: 4 arrêtés (hôpitaux de district, prestations complémentaires, forêts, informatique service des contributions), de plus d'un million de francs chacun, représentent à eux seuls près de 80 % du total des crédits supplémentaires de l'exercice 2002;

– pour l'essentiel, l'octroi des crédits supplémentaires découle d'exigences légales nouvelles ou il est nécessité par des situations d'urgence et de besoins qui n'autorisent aucun autre choix. Ainsi, la décision du Tribunal fédéral des assurances et les conséquences de la loi fédérale urgente qui en est résultée, de même que la solution adoptée en matière de réglementation transitoire pour honorer les montants dus par les cantons pour les patients privés et mi-privés ont engendré en 2002 des coûts supplémentaires d'un peu plus de 5 millions de francs sur la seule rubrique relative au subventionnement des hôpitaux de district. Dans un autre domaine, avec la nouvelle loi sur les EMS, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002, la répartition des frais d'accompagnement selon les niveaux des soins est différente de celle qui prévalait précédemment: cela a entraîné un report de charge des soins spéciaux sur les prestations complémentaires. S'agissant du cas des subventions cantonales pour les forêts, les dépenses complémentaires ont découlé de l'intensification de la lutte contre le bostryche. Quant à la rallonge qu'il a été indispensable d'accorder au projet informatique du service des contributions, elle répondait à l'exigence d'éviter les conséquences hautement dommageables (au niveau de la perception des impôts) qu'entraîneraient des retards dans la mise au point d'une application stratégique;

– s'agissant de la couverture des crédits supplémentaires sollicités, et tout en relevant les difficultés toujours plus grandes d'en trouver du fait du resserrement des prévisions budgétaires, on notera qu'il a été possible de trouver les compensations en question sous forme de réductions de charges, comme le prévoient les dispositions légales. Une seule exception à cette règle a été admise et elle a, au demeurant, été extrêmement restreinte, puisqu'elle ne porte que sur un montant de 191 000 francs.

En conclusion, nous vous invitons à ratifier l'ensemble des crédits supplémentaires ouverts par le Conseil d'Etat, à charge des comptes 2002.

14. Januar 2003

**BOTSCHAFT Nr. 50**  
**des Staatsrats an den Grossen Rat**  
**zum Dekretsentwurf über die kompensierten**  
**Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates**  
**Freiburg für das Jahr 2002**

Gemäss Artikel 35 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates unterbreiten wir Ihnen den Bericht über die zusätzlichen Zahlungskredite, die der Staatsrat im Rahmen der Ausführung des kantonalen Voranschlags des Jahres 2002 genehmigt hat und die durch entsprechende Ausgabenkürzungen kompensiert sind.

Der Grundsatz der unbedingten Einhaltung des Voranschlags wird von den Dienststellen und Anstalten weitestgehend respektiert. Trotzdem kommt es vor, dass besondere und unvorhersehbare Umstände zu Budgetüberschreitungen führen, die die Dienststellen und Anstalten dazu zwingen, einen Nachtragskredit zu beantragen. Die verschiedenen Nachtragskreditbegehren wurden von den betreffenden Dienststellen und Direktionen begründet und der Finanzdirektion zur Prüfung unterbreitet, die sie anschliessend dem Staatsrat vorlegte. Sämtliche Staatsratsbeschlüsse über die Erhöhung von Voranschlagskrediten wurden der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission zugestellt.

Da in den ersten drei Quartalen des Rechnungsjahres nur ganz wenige Beschlüsse zugestellt wurden, sah sich der Staatsrat veranlasst, nur ein einziges Dekret über die Nachtragskredite für das Jahr 2002 vorzulegen.

Für das Rechnungsjahr 2002 wurden insgesamt 27 zusätzliche Zahlungskredite eröffnet, die die folgenden Dienststellen und Budgetpositionen betreffen:

Budgetpositionen	Behörden - Direktionen	Voranschlagskredite Fr.	Nachtragskredite Fr.
<b>GERICHTSBEHÖRDEN</b>			
<b>2115</b>	<b>Jugendstrafkammer</b>		2'500
311.200	Anschaffung von Maschinen		2'500
<b>ERZIEHUNG UND KULTURELLE ANGELEGENHEITEN</b>			
<b>3200</b>	<b>Direktion - Sekretariat</b>		540'700
318.000	Dienstleistungen Dritter	59'000	200'000
<b>3240</b>	<b>Kollegium Hl. Kreuz</b>		
318.008	Prüfungskosten	53'000	8'280
<b>3245</b>	<b>Kollegium St. Michael</b>		
318.008	Prüfungskosten	73'000	7'990
<b>3249</b>	<b>Kollegium des Südens</b>		
318.008	Prüfungskosten	57'800	10'430
3280	Archäologie		
309.006	Prüfungskosten	-	314'000
<b>JUSTIZ, POLIZEI UND MILITÄR</b>			
<b>3335</b>	<b>Fremdenpolizei und Schweizerpässe</b>		802'200
314.101	Ausbau von Mietliegenschaften	-	344'000

<b>3345.1</b>	<b>Kommando und Stabsdienste</b>			
310.102	Publikationen und Werbung	-	50'000	
<b>3355</b>	<b>Amt für Strafvollzug</b>			
390.003	Strafvollzug in den kantonalen Anstalten	1'955'600	250'000	
<b>3360</b>	<b>Zentralgefängnis</b>			
311.301	Anschaffung von Materialien und Apparaten	6'400	6'200	
<b>3365</b>	<b>Anstalten von Bellechasse</b>			
311.301	Anschaffung von Materialien und Apparaten	145'000	6'000	
313.001	Reinigungsmaterialien	39'000	3'000	
313.030	Kosten für Kulturen	307'000	5'000	
313.032	Kosten für Viehhaltung	293'000	5'000	
314.200	Bodenverbesserungen	185'000	120'000	
318.040	Medizinische Fremdleistungen	219'000	10'000	
319.00	Verschiedene Verwaltungsausgaben	11'000	3'000	
INNERES UND LANDWIRTSCHAFT			1'460'000	
<b>3445</b>	<b>Forsten</b>			
362.029	Kantonsbeiträge für waldbauliche und Schutzmassnahmen in den Gemeindewäldern	2'040'000	1'000'000	
365.033	Kantonsbeiträge für waldbauliche und Schutzmassnahmen in den Wäldern Dritter	1'000'000	460'000	
VOLKSWIRTSCHAFT, VERKEHR UND ENERGIE			660'000	
<b>3505</b>	<b>Wirtschaftsförderung</b>			
310.102	Publikationen und Werbung	220'000	140'000	
<b>3535</b>	<b>Wohnungswesen</b>			
365.066	Kantonsbeiträge für eine Zusatzhilfe zur Sozialwohnbauförderung	5'300'000	300'000	
<b>3540</b>	<b>Berufsbildung</b>			
366.006	Kantonsbeiträge für die berufliche Weiterbildung	481'800	150'000	
<b>3545</b>	<b>Berufsschulen</b>			
311.405	Anschaffung von Hardware und Software	226'500	70'000	
GESUNDHEIT UND SOZIALFÜRSORGE			9'819'030	
<b>3600</b>	<b>Direktion-Sekretariat</b>			
351.003	Beiträge für Schüler, die den Unterricht ausserhalb des Kantons besuchen	230'000	170'000	
<b>3605</b>	<b>Gesundheitswesen</b>			
318.085	Kosten für die Sicherheit im Zusammenhang mit der Landesausstellung 2002	100'000	208'000	
351.003	Beiträge für Schüler, die den Unterricht ausserhalb des Kantons besuchen	1'980'780	229'000	
362.005	Kantonsbeiträge für den Betrieb der Bezirksspitäler	18'400'000	6'580'000	
<b>3645</b>	<b>Sozialfürsorge</b>			
318.000	Dienstleistungen Dritter	155'000	22'530	
<b>3655</b>	<b>Sozialversicherungen</b>			
366.015	AHV-Ergänzungsleistungen	64'150'000	1'365'000	
366.016	IV-Ergänzungsleistungen	29'450'000	1'072'500	
<b>3665</b>	<b>Jugendamt</b>			
318.000	Dienstleistungen Dritter	25'000	50'000	
364.031	Kantonsbeiträge für die Ausbildung der Sozialarbeiter	1'200'000	78'000	
366.021	Aufsicht über die Pflegeplätze	137'580	44'000	
FINANZEN			1'855'000	
<b>3725</b>	<b>Informatikzentrum</b>			
316.400	Benützungskosten für EDV-Anlagen	2'387'150	150'000	
318.000	Dienstleistungen Dritter	624'800	280'000	
<b>3730</b>	<b>Personalamt</b>			
300.200	Kommissionen	5'000	10'000	
310.100	Büromaterialien	37'000	15'000	
<b>3740</b>	<b>Steuerverwaltung</b>			
318.049	Von Dritten ausgeführte Informatikarbeiten	1'180'000	1'400'000	
ÖFFENTLICHE BAUTEN			25'000	
<b>3805</b>	<b>Bau und Raumplanung</b>			
310.102	Publikationen und Werbung	135'000	25'000	
<b>TOTAL</b>			<b>15'164'430</b>	

Die 27 Nachtragskreditbeschlüsse des Rechnungsjahrs 2002 verteilen sich wie folgt auf die verschiedenen Behörden und Direktionen:

	Anzahl Beschlüsse	Betrag Fr.
Gerichtsbehörden	1	2'500
Erziehung und kulturelle Angelegenheiten	3	540'700
Justiz, Polizei und Militär	5	802'200
Inneres und Landwirtschaft	1	1'460'000
Volkswirtschaft, Verkehr und Energie	4	660'000
Gesundheit und Sozialfürsorge	9	9'819'030
Finanzen	3	1'855'000
Öffentliche Bauten	1	25'000
	<u>27</u>	<u>15'164'430</u>

Zu diesen Nachtragskreditbeschlüssen ist noch Folgendes zu sagen:

– Obschon sich die Nachtragskredite im Jahr 2002 gegenüber dem Vorjahr verdoppelt haben, kann daraus nicht auf eine nachlassende Budgetdisziplin geschlossen werden. Verglichen mit den Rechnungsjahren 1990–2001 liegt das Nachtragskreditvolumen 2002 mit 15,2 Millionen Franken sehr nahe am Durchschnitt (14,3 Millionen Franken über diesen Zeitraum) und ist gemessen an den budgetierten effektiven Gesamtausgaben im Vergleich zu diesem Durchschnitt 1990–2001 sogar noch rückläufig (0,69 % im Jahr 2002 gegenüber 0,84 % über den in Betracht gezogenen Zeitraum). Dies geht aus der folgenden Tabelle deutlich hervor:

Jahr	Anzahl Beschlüsse	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in Mio.	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in % der gesamten budgetierten effektiven Ausgaben
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94
1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38
1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35
2002	27	15,164	0,69

– Auch in diesem Jahr konzentrieren sich die Kreditüberschreitungen stark auf einige wenige Fälle: nahezu 80 % der gesamten Nachtragskredite des Rechnungsjahres 2002 entfallen auf 4 Beschlüsse zu je mehr als einer Million Franken (Bezirksspitäler, Ergänzungsleistungen, Forsten, Informatik Steuerverwaltung).

– Im Wesentlichen werden die Nachtragskredite aus neuen gesetzlichen Zwängen heraus gewährt oder sie sind aus einer Notlage oder Bedürfnissen erforderlich geworden, die keine andere Wahl bieten. So haben der Entscheid des Schweizerischen Versicherungsgerichts und die Auswirkungen des daraus hervorgehenden dringlichen Bundesgesetzes sowie die für die Übergangsregelung gewählte Lösung bezüglich der Zahlung der von den Kantonen geschuldeten Beiträge für die halbprivat oder privat versicherten Personen im Jahr 2002 zu Mehrkosten in Höhe von 5 Millionen Franken allein in der Rubrik der Subventionierung der Bezirksspitäler geführt. Ein anderer Bereich steht in Zusammenhang mit dem auf den

1. Januar 2002 in Kraft getretenen Gesetz über die Pflegeheime. Hier ergibt sich bei den Betreuungskosten eine andere Aufteilung als bisher. Das führt zu einer Übertragung von Aufwendungen für die Sonderbetreuung auf die Ergänzungsleistungen. Bei den Kantonsbeiträgen für die Forsten sind die Mehrausgaben auf die Intensivierung der Borkenkäferbekämpfung zurückzuführen. Das Informatikprojekt der Steuerverwaltung schliesslich musste unbedingt realisiert werden, da eine Verzögerung in der Entwicklung dieser strategischen Applikation äusserst nachteilige Folgen beim Steuerbezug hätte.

– Obwohl es mit den Budgetrestriktionen immer schwieriger wird, eine Deckung für die Nachtragskredite

zu finden, waren Kompensationen in Form von Aufwandminderungen möglich, wie in den Gesetzesbestimmungen vorgesehen. Eine einzige Abweichung von dieser Regel wurde eingeräumt, die aber mit einem Betrag von nur 191 000 Franken sehr geringfügig ausfällt.

Demnach beantragen wir Ihnen im Sinne dieser Erwägungen, alle Nachtragskredite zu genehmigen, die der Staatsrat zu Lasten der Staatsrechnung 2002 eröffnet hat.

\_\_\_\_\_

**Décret**

*du*

**relatif aux crédits supplémentaires compensés  
du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2002**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 35 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;  
Vu le budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2002;  
Vu le message du Conseil d'Etat du 14 janvier 2003;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

Les crédits supplémentaires compensés du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2002, ouverts en faveur des Directions auprès de l'Administration des finances et portant sur un montant total de 15 164 430 francs, sont approuvés.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Ce décret n'a pas de portée générale et n'est soumis ni au referendum législatif ni au referendum financier.

<sup>2</sup> Il entre immédiatement en vigueur.

**Dekret**

*vom*

**über die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag  
des Staates Freiburg für das Jahr 2002**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf den Artikel 35 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;  
gestützt auf den Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2002;  
gestützt auf die Botschaft des Staatsrates vom 14. Januar 2003;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2002, die bei der Finanzverwaltung zu Gunsten der Direktionen in einem Gesamtbetrag von 15 164 430 Franken eröffnet worden sind, werden genehmigt.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Dieses Dekret ist nicht allgemein verbindlich und untersteht weder dem Gesetzes- noch dem Finanzreferendum.

<sup>2</sup> Es tritt sofort in Kraft.